

Questions orales

entourant la mort d'un Indien et la maladie de plusieurs autres survenues récemment au Nouveau-Québec?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, je ne sais pas de quel incident l'honorable député veut parler, mais je vais m'enquérir, et je lui ferai rapport, de même qu'à la Chambre, demain ou après-demain.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Environnement. Pourrait-il s'enquérir, de concert avec son collègue des Affaires indiennes et du Nord canadien, auprès des autorités du Québec, afin de savoir si l'empoisonnement qui a causé la mort de cette personne est attribuable à la consommation d'un certain poisson intoxiqué par le mercure?

* * *

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DES ACIERS—DEMANDE D'ENQUÊTE

[Traduction]

M. Don Blenkarn (Peel-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que, selon la Steel Company of Canada, le prix de l'acier va augmenter le 2 avril de \$6 la tonne, ce qui sera la troisième augmentation en six mois, le ministre veut-il faire une enquête sur cette hausse de prix pour établir si elle est vraiment justifiée?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, dans la mesure où cette nouvelle peut avoir un rapport avec les lois existantes touchant les coalitions, je serai très heureux de signaler ce fait à l'attention des responsables de l'application de ces lois.

M. Blenkarn: L'industrie prétend que la vraie cause de cette hausse c'est l'augmentation du prix de la ferraille.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait poser sa question.

M. Blenkarn: Le ministre veut-il enquêter sur le prix des métaux de rebut, pour savoir si c'est cela la vraie cause?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, je signalerai également cette remarque du député à l'attention des responsables de l'application de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

* * *

LES FINANCES

LA RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE ET DE LA TAXE DE VENTE—LA SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS DU CONSOMMATEUR

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le 27 février, il y a plus d'un mois, le ministre m'a informé à la Chambre que le gouvernement établissait un mécanisme de contrôle pour assurer que la réduction des droits de douane et de la taxe de vente annoncée dans l'exposé budgétaire donnerait lieu à une baisse correspondante des prix au consommateur. Le ministre dira-t-il à la Chambre si le mécanisme de contrôle dont il parlait est le même

[M. Laprise.]

qu'a mentionné le ministre de la Consommation et des Corporations, et si tel est le cas, peut-il ajouter des précisions aux renseignements que l'autre ministre était disposé à nous donner aujourd'hui?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Le mécanisme de contrôle dont a parlé mon collègue est le même que celui que j'ai mentionné.

* * *

ASSURANCE-CHÔMAGE

LE CONTRÔLE DES PRESTATIONS—LES ALLÉGATIONS DE CHASSE AUX SORCIÈRES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le lundi 19 mars, j'ai demandé au ministre s'il ferait enquête au sujet d'une accusation portée par Murray Tate concernant la sévérité du gouvernement à l'égard des prestataires de l'assurance-chômage. Il a déclaré, lui qui fait partie soit dit en passant de la commission d'appel, qu'une chasse aux sorcières était en cours et que les tactiques utilisées affolaient les gens. Le ministre a-t-il eu l'occasion de faire enquête à ce sujet par l'intermédiaire de ses fonctionnaires et si tel est le cas, quels renseignements ont-ils obtenus?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Le député a parlé de trois cas, je crois. Nous avons communiqué avec les trois intéressés. Leurs dossiers ont été transmis à Ottawa. Ils sont actuellement examinés et seront renvoyés à la commission consultative dont j'ai parlé dans ma réponse antérieure; le rapport n'est pas encore terminé.

M. Alexander: Apparemment, M. Tate a déclaré que la purge avait eu des répercussions désastreuses, car les travailleurs syndiqués qui rendent compte à leurs syndicats avaient été automatiquement exclus. Cette question a été signalée aux fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage pour que ceux-ci y remédient immédiatement. Le ministre est-il au courant de cette situation et si oui, quelles mesures songe-t-il à prendre pour la corriger?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, toutes les observations formulées font l'objet d'une enquête. Je préférerais attendre le rapport du comité consultatif.

M. Alexander: Je croyais que le comité consultatif aurait déjà fait rapport. Le ministre pourrait-il nous dire quand il prévoit recevoir un rapport du comité consultatif et quand il le mettra à la disposition de la Chambre?

M. Andras: Je n'ai pas encore de date précise, mais nous nous efforçons d'obtenir ces renseignements dès que le travail aura été terminé.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DEMANDE DE LA TEMBEC POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE L'USINE DE TÉMISCAMINGUE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Expansion économique régionale. Elle a trait à la demande d'octroi adressée par la Tembec de Témiscamingue au ministère de l'Expansion